

Au Journal officiel du 19 au 25 janvier 2019

28/01/2019

Au Journal officiel du 19 au 25 janvier 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 19 janvier 2018 :

- Décret n° 2019-27 du 18 janvier 2019 modifiant le **décret n° 72-355 relatif à l'École nationale de la magistrature concernant les modalités de déclaration d'aptitude et de classement des auditeurs de justice à l'issue de leur formation** . – *Modification du décret n° 72-355 du 4 mai 1972* ;
- Décret n° 2019-28 du 17 janvier 2019 portant **publication de la convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'Union européenne** , signée à Bruxelles le 10 mars 2009 ;
- *Rectificatif* : Décret n° 2018-1274 du 26 décembre 2018 relatif **aux redevances des services de navigation aérienne** ;
- Arrêté du 14 janvier 2019 relatif à la **liste des organismes pouvant recevoir les informations contenues dans le fichier des véhicules terrestres à moteur assurés** .

Au JO du 20 janvier 2018 :

- LOI n° 2019-30 du 19 janvier 2019 **habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** ;
- Décret n° 2019-31 du 18 janvier 2019 relatif aux **échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives et à l'expérimentation prévue par l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance** . – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration et de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018* . – *Voir également CNIL, délibération n° 2018-357 du 13 décembre 2018* ;
- Décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019 fixant la **liste des pièces justificatives que le public n'est plus tenu de produire à l'appui des procédures administratives en application de l'application de l'article L. 113-13 du code des relations entre le public et l'administration** . – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration* .

Au JO du 22 janvier 2018 :

- Arrêté du 14 janvier 2019 relatif à **l'extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions en matière de normes de communication sécurisées et d'authentification forte des clients des prestataires de services de paiement** .

Au JO du 23 janvier 2018 :

- Arrêté du 20 décembre 2018 portant **fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive** .

Au JO du 24 janvier 2018 :

- Ordonnance n° 2019-36 du 23 janvier 2019 portant **diverses adaptations et dérogations temporaires nécessaires à la réalisation en urgence des travaux requis par le rétablissement des contrôles à la frontière avec le Royaume-Uni en raison du retrait de cet État de l'Union européenne** . – *Modification de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015* ;

- Décret n° 2019-37 du 23 janvier 2019 pris pour **l'application de l'ordonnance portant diverses adaptations et dérogations temporaires nécessaires à la réalisation en urgence des travaux requis par le rétablissement des contrôles à la frontière avec le Royaume-Uni en raison du retrait de cet État de l'Union européenne** . – *Modification du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016* ;
- Décret n° 2019-38 du 23 janvier 2019 relatif aux **compétences des préfets en matière d'enregistrement de la demande d'asile et de mise en œuvre des procédures relevant du règlement du 26 juin 2013 dit « Dublin III »** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 et du décret n° 2014-1292 du 23 octobre 2014* ;
- **Règlement intérieur de l'Autorité des marchés financiers. - Organisation, fonctionnement et déontologie** .

Au JO du 25 janvier 2018 :

- Décret n° 2019-39 du 23 janvier 2019 relatif à la **détermination des proportions minimale et maximale de travailleurs reconnus handicapés dans l'effectif salarié des entreprises adaptées, à la mise à disposition de ces travailleurs dans une autre entreprise** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 5)* ;
- Décret n° 2019-40 du 24 janvier 2019 relatif à **l'exonération de cotisations salariales des heures supplémentaires et complémentaires** . – *Modification du Code de la sécurité sociale*.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA